

Perspectives

N°22/302 – 11 octobre 2022

BRÉSIL – Le premier tour des élections présidentielles (ou Noël avant l'heure)

Le 2 octobre, se tenait le premier tour de l'élection présidentielle (mandat de quatre ans renouvelable une fois). Alors que les sondages donnaient à l'ancien président Lula une avance confortable (la possibilité d'une élection dès le premier tour ayant même été envisagée), l'écart s'est révélé plus réduit. Lula et Bolsonaro recueillent, respectivement, 48,4% et 43,2% des suffrages : **plus que le recul de Lula, c'est le bon score de Bolsonaro qui a surpris**. Si Lula reste en position favorable pour remporter l'élection (le second tour se tiendra le 30 octobre), le bon score de l'actuel président augure d'une passation de pouvoir probablement tendue, voire violente.

Les thèmes de campagne sur lesquels s'exprime une opposition radicale entre les deux prétendants relèvent largement de questions sociétales et environnementales décisives. Les sujets économiques n'ont pas fait l'objet de programmes amplement détaillés. Aucune ligne de fracture radicale telle que celles censées opposer un programme dit de « gauche » à une ligne libérale ne semble néanmoins apparaître : **des différences, importantes certes, mais pas de changement de cap à 180°**. Les candidats n'ignorent pas les contraintes avec lesquelles ils vont devoir composer à commencer par un environnement international défavorable, une croissance qui ralentit, un assouplissement monétaire loin d'être imminent, une contrainte budgétaire forte, une progression moins favorable des termes de l'échange, la nécessité pour Lula de composer avec une assemblée et un sénat largement dominés par la droite et le centre-droit. **Restaurer des finances publiques dégradées est une priorité : ils devraient s'y atteler en empruntant des voies légèrement différentes. Les chemins à emprunter ne sont néanmoins pas nombreux**. Si les deux candidats militent pour une simplification du système fiscal, ils se distinguent sur la règle à substituer à celle du plafond des dépenses (dont la croissance était théoriquement limitée par le taux d'inflation observé l'année précédant le budget) et les privatisations (dont la poursuite de celle de Petrobras à laquelle Lula est opposé).

Le score étonnamment favorable de Bolsonaro peut être partiellement attribué aux récents résultats économiques : plutôt satisfaisants en termes de croissance, mauvais en termes d'inflation, mais une atténuation du choc inflationniste grâce aux dépenses sociales.

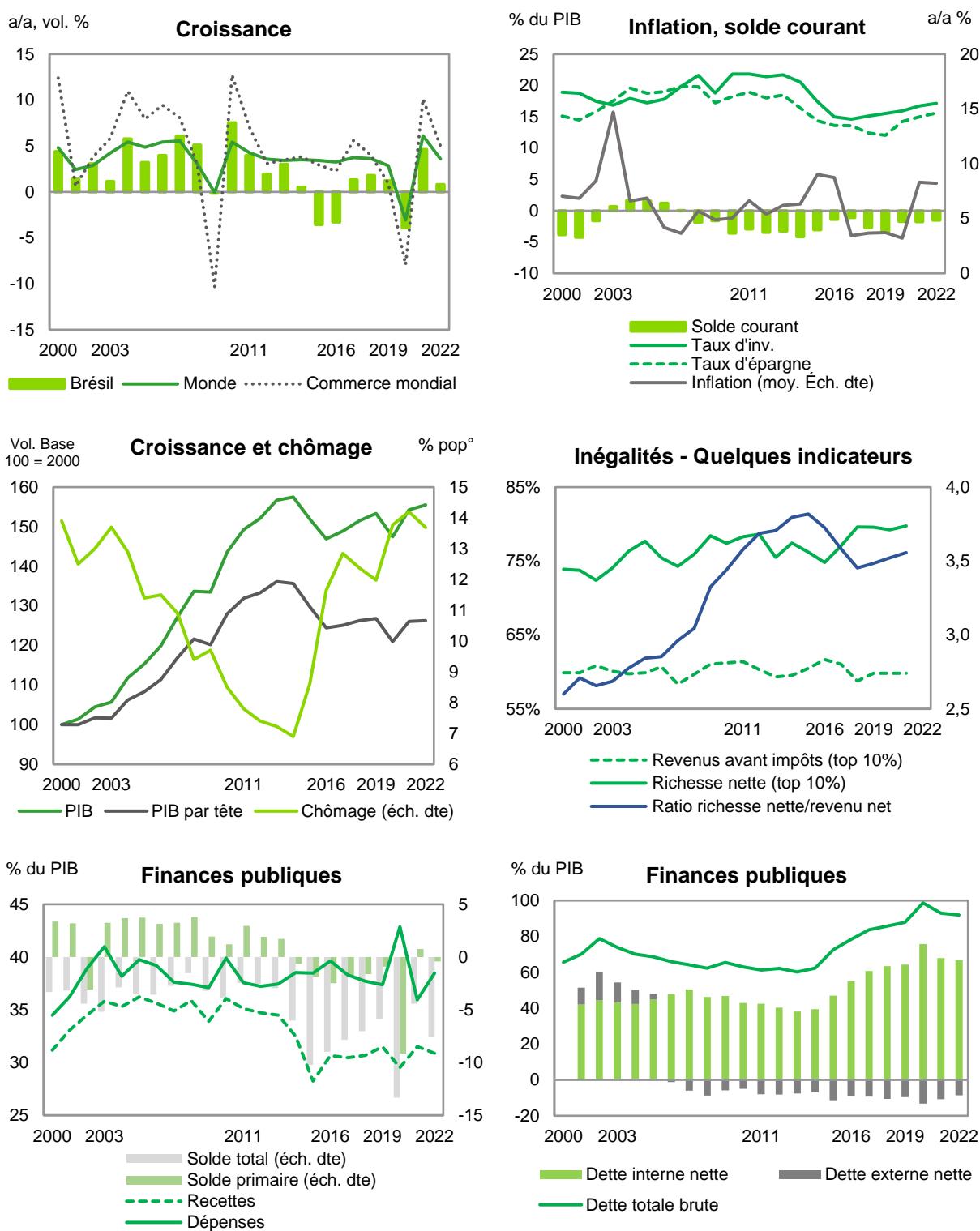
Alors que la priorité sociale n'était pas le point d'orgue de son programme, le gouvernement de Bolsonaro a finalement découvert certaines vertus des aides sociales : après une gestion assez calamiteuse de la pandémie, le volet des dépenses sociales du budget a été amplement sollicité et la reprise s'est révélée soutenue, tout comme l'inflation. Le gouvernement a annoncé la poursuite de l'*Auxilio Emergencial* jusqu'à la fin 2022. Bénéficiant à 66 millions de personnes (en plus du programme *Bolsa Família*), ce programme *ad hoc* a permis d'atténuer le choc de la pandémie et d'endiguer la montée de la pauvreté. Mais ce programme, par définition non permanent, a un coût très élevé. Et, en dépit des aides, l'insécurité alimentaire progresse : 15% et 28% de la population souffriraient d'insécurité alimentaire, respectivement, sévère et modérée. Ces résultats inquiétants ont été démentis par Paulo Guedes, le ministre de l'Économie brésilien, qui nie également les estimations du coût du programme *Auxilio Emergencial*. Par ailleurs, après le premier tour, le gouvernement a annoncé que 500 000 familles supplémentaires recevraient la prestation sociale *Auxílio Brasil* d'ici la fin du mois d'octobre....

Si les programmes sociaux permettent de réduire la pauvreté (notamment l'extrême pauvreté), **le meilleur outil de progression sociale reste la croissance, l'intégration pérenne sur le marché du travail et,**

donc, l'éducation. À cet égard, bien que le chômage ait récemment diminué, l'amélioration du marché du travail cache une informalité croissante (près de 40% de la population active) et un sous-emploi grandissant. Enfin, sous la présidence de Lula, si les bons résultats obtenus en termes de croissance, d'emploi, de diminution des inégalités ont été favorisés par une politique sociale plus active, ils ont aussi été largement permis par un environnement international très favorable marqué par le dynamisme du commerce mondial et le « boom des matières premières ». Cette forte croissance cachait des déséquilibres (notamment externes) qui ne se sont révélés qu'après le retournement des termes de l'échange. Les graphiques qui suivent illustrent les grandes tendances économiques depuis 2000.

Article publié le 7 octobre 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Brésil – Quelques grandes tendances économiques depuis 2000¹



Présidents du Brésil depuis 2000
(mandat de 4 ans, renouvelable une fois)

F.H. Cardoso (PSDB) Jan. 2000 - Déc. 2022
(2nde moitié de son 2nd mandat)

Dilma Rousseff (PT) Jan. 2011 - Août 2016
Michel Temer (PMDB) Sept. 2016 - Déc. 2018

Lula da Silva (PT) Jan. 2003 - Déc. 2011

Jair Bolsonaro (PL) Depuis Jan. 2019

1

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
07/10/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/10/2022	<u>France – Projet de loi de finances 2023 : un déficit public stabilisé sur fond de crises</u>	France
05/10/2022	<u>Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : l'horizon ? Sombre mais surtout incertain</u>	Monde
05/10/2022	<u>Indonésie – La force tranquille ?</u>	Indonésie
04/10/2022	<u>Fintech Outlook T3 2022 – Fin de partie ?</u>	Fintech
04/10/2022	<u>Allemagne – Regard sur la conjoncture de la semaine écoulée</u>	Allemagne
04/10/2022	<u>Royaume-Uni – La BoE intervient en urgence dans une tempête de méfiance sur les marchés des gilts</u>	Royaume-Uni
04/10/2022	<u>Allemagne – Regard sur la conjoncture de la semaine écoulée</u>	Allemagne
03/10/2022	<u>Italie – Au lendemain des élections italiennes, la deuxième mi-temps commence</u>	Italie
03/10/2022	<u>Zone euro – Regard sur la conjoncture de la semaine écoulée</u>	Zone euro
30/09/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
29/09/2022	<u>Géopolitique – Le temps des choix, l'heure des choix</u>	Géopolitique
27/09/2022	<u>Angola – L'économie reprend son souffle sous le redressement du marché des hydrocarbures</u>	Afrique et Moyen-Orient
26/09/2022	<u>France – Face au choc d'inflation, des mesures pour protéger le pouvoir d'achat</u>	France
26/09/2022	<u>Colombie – Combiner priorités sociales fortes et souci de préservation d'une réputation de sérieux...</u>	Colombie
26/09/2022	<u>Zone euro – Les enquêtes d'activité confirment un recul de la croissance au T3</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.